

18 septembre 2020

(20-6307)

Page: 1/6

Comité de l'agriculture

Original: anglais

L'AGRICULTURE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA FAO

La communication ci-après, datée du 17 septembre 2020, est distribuée à la demande de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

1 LES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

1.1. Les effets combinés de la COVID-19, les mesures de confinement qui en résultent et les récessions économiques mondiales qui s'ensuivent aggraveront la faim et la malnutrition, augmentant le nombre de personnes sous-alimentées et pauvres, en particulier dans les pays à faible revenu qui dépendent des importations alimentaires. Il est probable que cela effacera une décennie de progrès en matière de réduction de la pauvreté. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaille depuis le début de l'épidémie à évaluer les menaces que la pandémie fait peser sur la sécurité alimentaire et la nutrition et à fournir aux Membres des recommandations politiques fondées sur des données probantes, afin d'éviter qu'une crise sanitaire ne se transforme en crise alimentaire.

1.2. La COVID-19 est unique en ce sens qu'elle a entraîné un double choc de l'offre et de la demande, qui se fait sentir à des moments différents. Du côté de l'offre, les avis divergent largement quant à la durée des chocs, à leur impact sur les marchés internationaux et nationaux, et aux mesures correctives qui pourraient le mieux atténuer l'impact des chocs. En revanche, du côté de la demande, on s'accorde généralement à dire que la demande et les échanges agricoles ralentiraient en raison de la contraction de l'activité économique, de la hausse du chômage et de la baisse des revenus. En outre, la pandémie menace d'affecter l'économie mondiale à un niveau jamais vu depuis la Grande Dépression. Il s'agit d'une menace sérieuse, car elle signifie que les personnes qui doivent gagner un salaire pour se nourrir pourraient perdre leurs revenus et ne pas pouvoir acheter de nourriture. Alors que les pays s'efforcent de trouver un équilibre entre la sécurité des personnes et la relance de l'économie en assouplissant les mesures de confinement, ils doivent protéger l'accès des personnes pauvres et vulnérables à l'alimentation et à la nutrition.

1.3. À la suite de l'épidémie de COVID-19, les mesures visant à contrôler ou à atténuer la propagation du virus ont mis en difficulté de nombreux segments de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit notamment de la production et de la transformation, de la logistique, du commerce et de la vente au détail.

1.4. En ce qui concerne la production et la transformation, par exemple, les services de visa restreints mis en place dans différents pays ont entraîné une réduction de l'accès des travailleurs temporaires, ce qui a affecté les récoltes de plusieurs cultures.¹ Dans certains cas, les opérations dans les sites industriels – y compris les abattoirs² et les usines de conditionnement³ – ont été suspendues ou réduites afin de minimiser la transmission du virus dans la communauté.

¹ FAO. (2020). Perspectives de l'alimentation, rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux, juin 2020. Rome: FAO.

² Food Dive. (2020). *Tracking coronavirus closures at food and beverage factories*. Consulté sur le site fooddive.com: <https://www.fooddive.com/news/tracking-coronavirus-closures-at-food-and-beverage-factories/576559/>.

³ Rosenberg, M., Cooke, K., & Walljasper, C. (2020b, juin 11). *Coronavirus spreads among fruit and vegetable packers, worrying U.S. officials*. Consulté sur le site de Reuters: <https://www.reuters.com/article/us->

1.5. En ce qui concerne le secteur de la logistique⁴, les impacts ont été multiples et variables selon le produit. La forte baisse des vols commerciaux a affecté la distribution de nombreux produits alimentaires périssables, notamment les fruits et légumes, tandis que des problèmes sont également apparus dans les ports, les pays ayant modifié leurs protocoles d'exploitation à l'échelle mondiale, allant des mesures de quarantaine à la documentation et à l'examen supplémentaires. Cela a entraîné une augmentation des risques pour les denrées périssables, d'une part, et un allongement des délais d'approvisionnement des marchés, d'autre part. Des perturbations ont également été signalées en ce qui concerne le transport par conteneurs et par camion, suite à la réduction des opérations de service. À l'aide de mégadonnées, la FAO surveille le commerce et recueille des informations sur les questions logistiques, évalue la manière dont les problèmes ont été résolus et signale au marché de réduire l'incertitude. Par exemple, le principal retard dans le transport maritime a eu lieu lors du déchargement des cargaisons. Aujourd'hui, il faut trois jours au lieu d'un seul en raison des restrictions de travail dans les ports. Ce retard est coûteux pour les exportateurs, mais ils ont pu le compenser grâce aux gains réalisés sur les taux de change. Le transport maritime mondial fonctionne, malgré le retard.

1.6. D'autres problèmes ont été constatés dans la vente au détail de plusieurs produits agroalimentaires, notamment la viande, les huiles végétales et les fruits et légumes, en raison de la fermeture de services de restauration, de restaurants, d'hôtels et de cafétérias, ainsi que des effets négatifs sur le tourisme, affectant la demande en particulier pour les produits de grande valeur.⁵

2 LES RÉPONSES DES PAYS AUX PERTURBATIONS DES MARCHÉS LIÉES À LA COVID-19

2.1. Avec l'apparition de la COVID-19, les pays du monde entier ont commencé à mettre en œuvre des réponses de politique commerciale pour compenser les chocs de la pandémie sur les marchés alimentaires et agricoles.

2.2. Comme ce fut le cas lors de la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-2008, et dans le but de garantir un approvisionnement suffisant aux consommateurs nationaux et des prix stables, certains grands pays exportateurs ont décidé d'interdire l'exportation de produits spécifiques. Toutefois, ces interdictions ont généralement été limitées et de courte durée.⁶ De même, peu de Membres ont imposé des restrictions à l'importation ou ont introduit des exigences pour les certificats attestant un test négatif de COVID-19 pour les envois. Dans la plupart des cas, l'application de ces mesures était temporaire.⁷ La FAO a souligné l'importance de maintenir les marchés ouverts et les chaînes d'approvisionnement en bon état afin d'éviter une crise mondiale de la sécurité alimentaire.

2.3. D'autre part, pour faciliter la disponibilité de produits alimentaires essentiels et contenir les prix des denrées alimentaires, de nombreux Membres ont décidé d'abaisser leurs mesures de restriction des importations existantes, y compris les obstacles tarifaires et les réglementations techniques. En fait, comme ce fut le cas lors de la crise des prix alimentaires de 2007-2008, de nombreux pays importateurs ont réagi à l'incertitude du marché en suspendant ou en réduisant les droits de douane à l'importation. Dans certains cas, ces politiques s'appliquaient à tous les produits alimentaires. De même, pour faire face aux perturbations qui ont pu affecter les opérations des acteurs économiques, certains Membres ont temporairement assoupli leurs mesures relatives aux obstacles techniques au commerce (OTC) sur les produits alimentaires, notamment en ce qui concerne les prescriptions et normes en matière de contenu et les exigences d'étiquetage.⁸ En outre, plusieurs pays ont accru les flexibilités et l'efficacité des procédures liées au commerce et ont mis en œuvre des mesures visant à faciliter la circulation des produits agricoles et des denrées alimentaires. En fait, reconnaissant le rôle des mesures de confinement dans l'entrave aux opérations commerciales normales, y compris la fourniture de certificats et autres licences et approbations nécessaires au commerce des produits agricoles, les gouvernements ont mis en œuvre

[health-coronavirus-usa-farmworkers/coronavirus-spreads-among-fruit-and-vegetable-packers-worrying-us-officials-idUSKBN23I1FO](https://www.fao.org/health-coronavirus-usa-farmworkers/coronavirus-spreads-among-fruit-and-vegetable-packers-worrying-us-officials-idUSKBN23I1FO).

⁴ FAO. (2020). J. Schmidhuber, *COVID-19: From a global health crisis to a global food crisis?* Rome: FAO. Adresse consultée: <http://www.fao.org/3/ca9509en/covid.pdf>.

⁵ FAO. (2020). *Perspectives de l'alimentation, rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux*, juin 2020. Rome: FAO.

⁶ *Idem*.

⁷ ITC. (2020). *Market Access Map, COVID-19 Temporary Trade Measures*. Consulté sur le site [macmap.com: https://macmap.org/fr/covid19](https://macmap.org/fr/covid19).

⁸ *Idem*.

des mesures visant à accepter temporairement les certificats phytosanitaires et vétérinaires électroniques et à simplifier les procédures de licence d'importation pour certains produits.⁹

2.4. En ce qui concerne les mesures mises en place pour soutenir les producteurs, de nombreux pays développés ont adopté des politiques de soutien interne visant principalement à protéger les revenus des agriculteurs et des transformateurs. Ces mesures ont été mises en œuvre au moyen de transferts directs, de prêts facilités, ainsi que d'achats de produits alimentaires dans le cadre de l'aide alimentaire intérieure. Dans certains cas, des programmes d'aide au fret aérien sur mesure ont été mis en œuvre pour remédier à certains des goulets d'étranglement en matière de logistique et de commercialisation causés par la pandémie et pour soutenir les opérateurs commerciaux.¹⁰ Dans le même temps, certains pays en développement ont mis en œuvre des mesures visant à accroître leurs réserves alimentaires et/ou ont décidé de fournir des subventions aux intrants ou des transferts directs. En outre, pour soutenir les consommateurs et prévenir les flambées de prix, certains pays ont mis en place des politiques de contrôle des prix.

3 LES MEILLEURES PRATIQUES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS POLITIQUES: S'INSPIRER DES EXPÉRIENCES¹¹

3.1. Les réponses de la politique agricole et commerciale peuvent soutenir la production et les revenus, contenir les hausses de prix et protéger les consommateurs. Elles peuvent jouer (et jouent) un rôle très important pour faire face aux perturbations de l'offre et de la demande qui sont apparues dans la crise actuelle.

3.2. Le tableau 1 ci-après décrit les réponses politiques utilisées par les gouvernements lors de crises alimentaires et sanitaires précédentes et les meilleures pratiques en fonction des objectifs que la politique est censée atteindre. S'inspirant des expériences, les informations fournies visent à soutenir les pays dans leur processus de prise de décision.

Tableau 1. Objectifs politiques et réponses politiques typiques lors de crises alimentaires et sanitaires

Objectif politique		Réponses politiques typiques	Meilleures pratiques suggérées
Du côté de l'offre	Assurer un approvisionnement intérieur suffisant	<ul style="list-style-type: none"> • Restrictions à l'exportation • Expansion des marchés publics nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter les restrictions préventives à l'exportation • Éviter l'expansion des achats de stocks là où les niveaux de stocks sont déjà élevés • Encourager la transparence des marchés et les mécanismes de gouvernance internationale
	Assurer la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Interdictions à l'importation 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter les interdictions générales d'importation • Encourager les zones de déplacement libre et les couloirs commerciaux, en suivant les recommandations de l'OMS
	Soutenir les producteurs, en particulier les pauvres/petits exploitants	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux intrants pour développer la production • Transferts directs de revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter les subventions excessives, qui peuvent exacerber la volatilité du marché • Encourager des mesures de soutien interne équilibrées et limitées dans le temps afin de maintenir des niveaux de production et des revenus adéquats pour les agriculteurs

⁹ OMC. (2020). *Trade costs in the time of global pandemic*. Consulté sur le site wto.com: https://www.wto.org/english/tratop_e/covid19_e/trade_costs_report_e.pdf.

¹⁰ OMC. (2020). Examen des mesures de soutien de l'agriculture et des mesures de restriction à l'exportation prises dans le contexte de la COVID-19. Consulté sur le site wto.com: https://www.wto.org/french/news_f/news20_f/agri_18jun20_f.htm.

¹¹ Sur la base de la FAO. (2020). *Agri-food markets and trade in the time of COVID-19*. Rome. Consulté sur le site fao.org: <http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca8446en>.

Objectif politique		Réponses politiques typiques	Meilleures pratiques suggérées
Du côté de la demande	Contenir la hausse des prix	<ul style="list-style-type: none"> • Abaissement des droits de douane à l'importation • Contrôle des prix intérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter le stockage d'importations excessives • Encourager l'abaissement des droits de douane à l'importation • Encourager la conception de contrôles de prix prudents en partenariat avec le secteur privé, le cas échéant
	Soutenir les consommateurs pauvres	<ul style="list-style-type: none"> • Transferts de fonds • Aide alimentaire/transferts 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les transferts de fonds et/ou l'aide alimentaire intérieure, adaptés au contexte actuel

Source: FAO. 2020. *Agri-food markets and trade in the time of COVID-19*. Rome.

4 LA SITUATION ACTUELLE DU MARCHÉ ALIMENTAIRE

4.1. Les mesures introduites par les pays sont influencées par les fondamentaux du marché, c'est-à-dire les conditions de l'offre et de la demande. Les conditions actuelles du marché pour les principaux produits alimentaires, à savoir les céréales, indiquent des niveaux de stocks plus élevés et des récoltes favorables cette année. En outre, la diversification des pays exportateurs et importateurs et la numérisation accrue des chaînes de valeur et de la logistique ont permis de mieux s'adapter aux perturbations de l'offre. Par rapport à 2007-2008, la situation actuelle de l'offre et de la demande est très différente, les conditions du marché agricole mondial n'étant pas propices à une crise alimentaire mondiale. Toutefois, la profonde récession économique pourrait entraîner une crise de la sécurité alimentaire par manque de revenus, notamment dans les pays à faible revenu, ce qui limiterait l'accès à la nourriture. L'ampleur de l'impact de la pandémie sur la demande alimentaire dépendrait de la profondeur et de la durée du choc économique, de l'effet réel sur l'emploi, de la disponibilité de l'épargne et de l'accès au crédit et aux filets de sécurité sociale.

4.1 Céréales

4.2. Selon les dernières estimations de la FAO, la **production** mondiale de céréales prévue pour 2020 s'élève à 2 765 millions de tonnes, ce qui représente un record et 58 millions de tonnes de plus que la production de 2019. Les céréales secondaires se taillent la part du lion, avec une production qui devrait atteindre 1 496 millions de tonnes, soit une hausse de 52 millions de tonnes par rapport à l'année dernière. La production de blé devrait s'élever à 760 millions de tonnes, soit un peu moins que le bon résultat obtenu en 2019. La production de riz (riz blanchi) devrait atteindre 509 millions de tonnes, soit une hausse de 1,7% par rapport au niveau de production réduit de 2019.

4.3. Les prévisions de la FAO concernant le **commerce** mondial des céréales en 2020-2021 sont fixées à 441,4 millions de tonnes, soit une augmentation de 6,3 millions de tonnes (1,6%) par rapport à 2019-2020. Les prévisions pour le commerce mondial de blé en 2020-2021 (juillet/juin) ont été relevées à 181,5 millions de tonnes, soit un peu plus (0,3%) que le niveau record de 2019-2020. Les prévisions pour le commerce mondial des céréales secondaires en 2020-2021 (juillet/juin) indiquent une augmentation probable de près de 4,0 millions de tonnes (1,9%) par rapport à 2019-2020, pour atteindre près de 213 millions de tonnes.

4.4. En ce qui concerne les **stocks** de céréales, on s'attend à ce qu'ils atteignent 895,5 millions de tonnes d'ici la fin des récoltes de 2021, ce qui représente une augmentation de 1,7% par rapport à leur niveau d'ouverture et marque un record absolu. Les stocks de céréales secondaires devraient atteindre 432,1 millions de tonnes (2,6% de plus que leur niveau d'ouverture), les stocks de blé devraient s'élever à 282,2 millions de tonnes (2,0% de plus que leur niveau d'ouverture), tandis que ceux de riz devraient diminuer de 1,0% par rapport à leur niveau d'ouverture pour atteindre 181 millions de tonnes, ce qui reste le troisième volume le plus élevé jamais enregistré. Le ratio stocks-utilisation mondial devrait s'établir à 31,8%, un niveau relativement élevé d'un point de vue historique.

4.2 Viande et produits laitiers

4.5. La **production** mondiale totale de viande en 2020 devrait tomber à 333 millions de tonnes (en équivalent poids carcasse), soit 1,7% de moins qu'en 2019, marquant ainsi la deuxième année de baisse consécutive. Une grande partie de cette contraction devrait à nouveau refléter une forte

baisse de la production mondiale de viande porcine, largement concentrée dans les pays asiatiques touchés par la maladie virale de la peste porcine africaine (PPA), mais aussi de viande bovine, notamment aux États-Unis d'Amérique (USA) et en Australie. En revanche, la production mondiale de viande de volaille devrait augmenter, bien qu'à un rythme deux fois moins rapide que l'année dernière. Une croissance modeste de la production est également prévue pour la viande ovine. Le rythme d'expansion de tous les secteurs de la viande a été affecté par les perturbations du marché liées à la COVID-19, aggravant les effets des maladies animales.

4.6. Le **commerce** international de la viande devrait atteindre 37 millions de tonnes en 2020, soit une augmentation de 2,4% par rapport à l'année précédente, mais beaucoup plus lentement que les 6,8% enregistrés en 2019, en grande partie en raison d'une réduction probable de la consommation mondiale de viande, liée au ralentissement économique généralisé. Les goulets d'étranglement logistiques, les limitations du transport maritime et les retards dans les ports sont également susceptibles de freiner la croissance du commerce mondial de viande.

4.7. La **production** mondiale de lait devrait augmenter de 0,8% en 2020 pour atteindre 859 millions de tonnes, tandis que le commerce des produits laitiers pourrait enregistrer la plus forte contraction depuis trois décennies. Les exportations mondiales de produits laitiers en 2020 devraient se contracter de 4,1% (3 millions de tonnes) pour atteindre 74 millions de tonnes (en équivalent lait), ce qui, si cela se confirme, marquerait la plus forte baisse d'une année sur l'autre depuis trois décennies. Cette perspective négative est attribuée aux mesures de confinement et de distanciation physique liées à la COVID-19, ainsi qu'aux ralentissements économiques généralisés et à la faiblesse des prix du pétrole. Le déclin global prévu du commerce mondial des produits laitiers dissimule des variations importantes au niveau de chaque produit laitier. Dans les conditions actuelles du marché, ce sont les exportations de poudres de lait et de beurre qui devraient connaître la plus forte baisse, tandis que le commerce du fromage et de la plupart des autres produits laitiers pourrait augmenter ou rester stable.

ANNEXE I – FAO: NOTES D'ORIENTATION ET NOTES TECHNIQUES

- Note d'orientation de la FAO: [Agri-food markets and trade policy in the time of COVID-19](#);
 - Note d'orientation de la FAO: [Ample supplies to help shield food markets from the COVID-19 crisis](#);
 - Note d'orientation de la FAO: [Food safety in the time of COVID-19](#);
 - Note technique de la FAO: [COVID-19 Channels of transmission to food and agriculture](#);
 - Note technique de la FAO: [Comparing crises: Great Lockdown versus Great Recession](#);
 - Note technique de la FAO: [COVID-19 and its impact on food security in the Near East and North Africa: How to respond?](#)
-